

grès accomplis dans l'application des Stratégies prospectives d'action de Nairobi.

15<sup>e</sup> séance plénière  
26 mai 1988

## ANNEXE

### Système complet de présentation de rapports pour le suivi, l'examen et l'évaluation de l'application des Stratégies prospectives d'action de Nairobi pour la promotion de la femme

#### I. — SUIVI BIENNAL DES PROGRÈS ACCOMPLIS PAR LES ORGANISMES DES NATIONS UNIES

1. Le Secrétaire général devrait établir des rapports biennaux sur le suivi de l'application des Stratégies prospectives d'action de Nairobi pour la promotion de la femme par les organismes des Nations Unies, y compris au niveau régional. Ces rapports devraient traiter des trois objectifs liés entre eux et se renforçant mutuellement des Stratégies prospectives d'action de Nairobi : égalité, développement et paix. Chacun de ces objectifs devrait faire l'objet d'un rapport distinct, selon que de besoin.
2. Les rapports devraient comporter un commentaire liminaire portant sur les stratégies fondamentales, les institutions compétentes, les mandats et les programmes d'action utilisés pour favoriser l'accomplissement de chacun des objectifs.
3. Les rapports devraient comporter, pour chacun des objectifs, un compte rendu des mesures prises pour appliquer les stratégies fondamentales de coopération internationale et régionale, telles qu'elles sont énoncées au chapitre V des Stratégies prospectives d'action de Nairobi.
4. Les rapports devraient donner des renseignements précis concernant :
  - a) Les mesures prises pour assurer l'intégration des Stratégies prospectives d'action de Nairobi dans les programmes des organismes des Nations Unies, y compris les mesures visant à renforcer la coordination institutionnelle et les centres de liaison pour la condition de la femme;
  - b) Les progrès accomplis par chacun des organismes pour ce qui est d'établir et d'atteindre des objectifs quinquennaux fixes pour chaque classe quant au pourcentage de femmes occupant des postes d'administrateur et des postes de décision, ainsi que l'Assemblée générale l'a demandé.
5. La présentation matérielle des rapports devrait être normalisée.
6. En vue de réduire au minimum les doubles emplois, les rapports biennaux de suivi devraient utiliser les rapports établis à d'autres fins, notamment ceux demandés au titre du sous-programme 5A des révisions qu'il est proposé d'apporter au plan à moyen terme pour 1984-1989<sup>42</sup>, pour le proroger jusqu'à 1990-1991, les rapports biennaux demandés par l'Assemblée générale dans sa résolution 42/178 du 11 décembre 1987 et les rapports sur l'amélioration de la situation des femmes au Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies également demandés par l'Assemblée générale.

#### II. — EXAMEN ET ÉVALUATION QUINQUENNAUX

7. L'examen et l'évaluation quinquennaux seront fondés sur les réponses des Etats Membres au questionnaire sur les progrès réalisés dans l'application des Stratégies prospectives d'action de Nairobi, y compris l'évaluation de l'efficacité des méthodes et des programmes mis en application et la description des programmes nouveaux envisagés à l'issue de l'examen et de l'évaluation nationaux.
8. Les rapports nationaux devraient traiter des trois objectifs liés entre eux et se renforçant mutuellement des Stratégies prospectives d'action de Nairobi : égalité, développement et paix. Chacun de ces objectifs devrait être suivi séparément et faire l'objet d'un rapport distinct.
9. Chacun des rapports nationaux devrait comporter un commentaire liminaire portant sur les stratégies fondamentales et les programmes d'action employés pour favoriser l'accomplissement

de chacun des objectifs, ainsi qu'un examen et une évaluation de leur efficacité.

10. Les rapports nationaux devraient comporter, pour chacun des trois objectifs, un compte rendu des mesures prises pour appliquer les stratégies fondamentales de coopération internationale et régionale exposées dans les paragraphes 356 à 365 des Stratégies prospectives d'action de Nairobi.
11. Le questionnaire devrait être simple et direct et suivre le plan des Stratégies prospectives d'action de Nairobi.
12. Les rapports nationaux devraient comporter une description des mesures prises pour appliquer les normes internationales pertinentes, comme celles de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes<sup>43</sup>, de la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale<sup>44</sup> et des conventions de l'Organisation internationale du Travail.
13. Les organismes non gouvernementaux devraient être invités à présenter des rapports pour l'examen et l'évaluation quinquennaux.
14. Les rapports statistiques bisannuels soumis par le Secrétaire général à la Commission de la condition de la femme aux fins du suivi des progrès réalisés à l'échelon national devraient être présentés sous forme de synthèse et mis à la disposition de la Commission aux fins de l'examen et de l'évaluation quinquennaux.
15. La Commission devrait examiner tous les cinq ans ses conclusions concernant les thèmes prioritaires sur la base d'une compilation des résolutions pertinentes et arrêter les thèmes prioritaires pour la période quinquennale suivante.
16. Les rapports des Etats Membres aux organismes internationaux de supervision compétents, comme le Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes, le Comité pour l'élimination de la discrimination raciale, l'Organisation internationale du Travail et l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, ainsi que l'*Etude mondiale sur le rôle des femmes dans le développement* devraient être mis à la disposition de la Commission de la condition de la femme sous forme de synthèse pour qu'elle puisse les examiner au moment où elle procédera à l'examen et à l'évaluation quinquennaux.
17. Les rapports concernant l'évolution de la situation des femmes dans la région de leur compétence que les commissions régionales auront établis comme suite à la résolution 42/178 de l'Assemblée générale devraient être mis à la disposition de la Commission tous les cinq ans, pour l'examen et l'évaluation.

### 1988/23. Les femmes et les enfants vivant sous le régime d'apartheid

*Le Conseil économique et social,*

*Rappelant sa résolution 1986/22 du 23 mai 1986 concernant les femmes et les enfants vivant sous le régime d'apartheid,*

*Notant l'inquiétude des femmes du monde entier devant les humiliations et voies de fait continuelles que le régime minoritaire blanc d'Afrique du Sud fait subir journellement aux femmes et aux enfants africains,*

*Rappelant que cette préoccupation a été exprimée dans les Stratégies prospectives d'action de Nairobi pour la promotion de la femme<sup>40</sup>, qui contiennent en outre des propositions concernant diverses formes d'assistance à apporter aux femmes et aux enfants qui vivent en Afrique du Sud et aux réfugiés de ce pays,*

*Considérant que l'exploitation et la spoliation inhumaines des Africains par le régime minoritaire blanc sont directement responsables des conditions effrayantes dans lesquelles vivent les femmes et les enfants africains,*

<sup>43</sup> Résolution 34/180 de l'Assemblée générale, annexe.

<sup>44</sup> Résolution 2106 A (XX) de l'Assemblée générale, annexe.

<sup>42</sup> A/43/6 et Corr.1, chap. 21.

*Considérant également* que l'égalité des femmes ne peut pas être obtenue sans le succès de la lutte pour la libération nationale et l'autodétermination des populations d'Afrique du Sud contre le régime raciste de Pretoria,

*Se référant* au rapport du Secrétaire général sur les faits nouveaux concernant la situation des femmes vivant sous le régime d'*apartheid* en Afrique du Sud et en Namibie et les mesures d'assistance aux femmes d'Afrique du Sud et de Namibie dont la pratique de l'*apartheid* a fait des réfugiées<sup>45</sup>,

1. *Condamne catégoriquement* le régime sud-africain pour l'imposition de l'état d'urgence, la séparation forcée des familles noires, la détention et l'emprisonnement de femmes et d'enfants et les mesures d'interdiction frappant dix-sept organisations anti-*apartheid* démocratiques et non violentes ainsi que des particuliers;

2. *Prie instamment* le régime sud-africain d'accorder aux six condamnés de Sharpeville, parmi eux une femme, un procès équitable fondé sur les normes juridiques internationales et de cesser d'exécuter des prisonniers politiques;

3. *Exige* la libération immédiate et inconditionnelle de tous les prisonniers politiques, parmi lesquels se trouve un nombre croissant de femmes et d'enfants;

4. *Félicite* de leur ténacité et de leur courage les femmes vivant en Afrique du Sud ou réfugiées de ce pays qui résistent à l'oppression, qui ont été détenues, torturées ou exécutées ou dont les maris, les enfants ou d'autres parents ont été détenus, torturés ou exécutés et qui n'en restent pas moins résolues dans leur opposition au régime raciste;

5. *Constata* les efforts déployés par les gouvernements, les organisations non gouvernementales et les particuliers qui ont fait campagne en faveur de sanctions contre le régime raciste et ont appliqué de telles sanctions;

6. *Demande* à tous les pays d'appuyer les programmes d'enseignement, les programmes sanitaires et les programmes sociaux en faveur des femmes et des enfants vivant sous le régime d'*apartheid*;

7. *Demande également* à la communauté internationale d'augmenter l'assistance aux femmes et aux enfants réfugiés en Afrique australe;

8. *Invite* les gouvernements, compte tenu de la détérioration de la situation en Afrique du Sud, à imposer d'urgence des sanctions globales, conformément aux résolutions du Conseil de sécurité et aux Stratégies prospectives d'action de Nairobi pour la promotion de la femme;

9. *Prie instamment* les Etats Membres et les organismes des Nations Unies d'appliquer immédiatement, en consultation avec les mouvements de libération nationale, les Stratégies prospectives d'action de Nairobi qui traitent de la situation des femmes et des enfants sous le régime d'*apartheid*, une attention particulière étant accordée à l'éducation, à la santé, à la formation professionnelle et aux possibilités d'emploi, ainsi qu'au renforcement des sections féminines des mouvements de libération;

10. *Prie* le Secrétaire général de présenter à la Commission de la condition de la femme, lors de sa trente-troisième session, un rapport détaillé sur le suivi de l'application des Stratégies prospectives d'action de Nairobi en ce qui concerne les femmes et les enfants vivant sous le régime d'*apartheid*.

15<sup>e</sup> séance plénière  
26 mai 1988

## 1988/24. Les femmes et les enfants vivant en Namibie

*Le Conseil économique et social,*

*Rappelant* sa résolution 1986/23 du 23 mai 1986,

*Rappelant également* les Stratégies prospectives d'action de Nairobi pour la promotion de la femme<sup>30</sup>, en particulier le paragraphe 259 où il est demandé que la résolution 435 (1978) du Conseil de sécurité, en date du 29 septembre 1978, relative à l'indépendance de la Namibie, soit appliquée rapidement et effectivement,

*Gravement préoccupé* par le retard dans l'application de la résolution 435 (1978) du Conseil de sécurité concernant le retrait de Namibie de l'administration illégale de l'Afrique du Sud et la tenue d'élections sous la supervision de l'Organisation des Nations Unies,

*Profondément préoccupé* par les souffrances constantes des femmes namibiennes sous l'occupation illégale du régime raciste d'Afrique du Sud et préoccupé en outre par l'utilisation du territoire namibien comme tremplin pour attaquer et déstabiliser les Etats voisins,

*Ayant examiné* le rapport du Secrétaire général sur les faits nouveaux concernant la situation des femmes vivant sous le régime d'*apartheid* en Afrique du Sud et en Namibie et sur les mesures d'assistance aux femmes d'Afrique du Sud et de Namibie dont la pratique de l'*apartheid* a fait des réfugiées<sup>45</sup>,

1. *Condamne catégoriquement* le régime raciste d'Afrique du Sud pour avoir installé un prétendu gouvernement provisoire à Windhoek;

2. *Condamne vivement* le recrutement forcé d'hommes et de femmes namibiens entre les âges de 17 et 55 ans dans l'armée raciste et la détention d'enfants, pratiques qui consolident et facilitent la répression généralisée dans le pays;

3. *Rejette* le lien que l'Afrique du Sud tient absolument à établir entre l'indépendance de la Namibie et le retrait des troupes cubaines d'Angola;

4. *Exige* la libération de tous les prisonniers politiques, qui comprennent des femmes et des enfants, et la levée de l'état d'urgence imposé par l'Afrique du Sud depuis plus de douze ans;

5. *Exige* que l'Afrique du Sud s'abstienne d'utiliser la Namibie comme base d'infiltration en Angola et dans d'autres Etats voisins indépendants;

6. *Demande* à toutes les femmes du monde de soutenir et d'aider les organismes qui luttent pour libérer la Namibie du colonialisme;

7. *Prie* le Secrétaire général de présenter à la Commission de la condition de la femme, lors de sa trente-troisième session, un rapport détaillé sur le suivi de l'application des Stratégies prospectives d'action de

<sup>45</sup> E/CN.6/1988/2.